



Bonjour,

Le mois de juin a été marqué par des perspectives économiques mondiales assez sombres, avec des indicateurs peu reluisants dans la majorité des pays. Chez nous, la situation est telle que 80% des chefs d'entreprise s'attendent à un net ralentissement de l'économie du pays d'ici la fin de l'année. Aux États-Unis, les tensions inflationnistes sont encore si fortes que la plupart des analystes prévoient que la Fed amène son taux directeur à 6% d'ici la fin de 2023. Pour sa part, la zone euro a vu son PIB reculé de nouveau en ce deuxième trimestre, signifiant qu'elle est officiellement entrée en récession. La crise immobilière reste un enjeu majeur en Grande-Bretagne, où les analystes s'attendent à ce que des « millions de gens » soient bientôt en proie aux affres de l'insolvabilité. En Chine, les exportations sont en chute libre; si bien que certains se demandent s'il est toujours pertinent de présenter le pays de Xi Jinping comme « l'atelier du monde ».

Bonne lecture!



CAD

En juin, la valeur de la paire USDCAD est passée de 1.3450 à 1.3185. Le résumé des délibérations du conseil de direction de la Banque du Canada (BdC) qui ont eu lieu en juin montre que l'économie canadienne ne se porte pas au mieux. Loin de là. La BdC s'inquiète de la persistance de l'inflation – 3.4% en mai, ainsi que du regain d'intérêt des Canadiens pour la consommation – hausse de 5.8% lors des trois premiers mois de l'année, selon Statistique Canada. Si bien qu'elle est revenue sur son idée de stabiliser son taux directeur; ce dernier a été porté à 4.75%, un niveau jamais vu depuis 2001.

À cela s'ajoute le fait que le marché du travail demeure « exceptionnellement » tendu. Le taux de chômage était de 5.2% en mai, selon Statistique Canada. Puis, au Québec, il n'était que de 4%. Ces données indiquent que les travailleurs disponibles sont une rareté, et donc que la pénurie de main-d'œuvre est criante, en particulier au Québec. La BdC n'a pas indiqué si elle prévoyait relever à nouveau les taux d'intérêt le 12 juillet. Néanmoins, nombre d'analystes s'attendent à une nouvelle hausse, la priorité de la banque centrale demeurant d'enrayer l'inflation pour la ramener à 2%.

Tout cela va-t-il entraîner un ralentissement de l'économie canadienne? Voire une prochaine récession? Nombreux sont les économistes qui s'attendent, en effet, à un coup de frein pour le second semestre, lequel pourrait se traduire par une légère récession. Nathan Janzen, économiste en chef adjoint de RBC, estime que cette dernière pourrait se produire « d'ici la fin de l'année ». Stefane Marion, économiste en chef à la BNC, pense qu'elle est plus susceptible de se matérialiser « en 2024 ».

L'immobilier résidentiel et commercial, le commerce de détail et l'énergie seraient les secteurs les plus durement touchés en cas de récession, considère Joe Brusuelas, l'économiste en chef de RSM. « Si nous avons une récession, celle-ci aura un impact asymétrique sur l'industrie canadienne », affirme-t-il. D'ores et déjà, les chefs d'entreprise se préparent aux vents contraires à venir. Une récente étude de KPMG Canada a mis au jour le fait que 80% d'entre eux prévoient un ralentissement économique cette année et que 55% viennent d'augmenter leur capacité d'emprunt, en prévision de prochaines hausses des coûts et de baisses des revenus.



USD

Au début de juin, l'indice DXY valait 103.56. À la toute fin du mois, il était de 102.50. La Réserve fédérale (Fed) a déclaré qu'elle entendait stabiliser son taux directeur aux alentours de 5%–5.25%, ce qui est une première depuis un an de hausses continues. Cette accalmie doit lui permettre d'affiner ses analyses, en s'appuyant sur les données économiques à venir durant les prochains mois. À noter que la Fed a déjà indiqué que le choc sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie causé par la guerre russe en Ukraine allait « en s'atténuant ».

Cela étant, la plupart des analystes s'attendent à ce que le taux directeur de la Fed soit « au-dessus des 6% » d'ici la fin de l'année. C'est que plusieurs indicateurs économiques ne sont pas rassurants. Un exemple frappant est celui de l'Indice des prix à la consommation (IPC), qui a crû de 4% au cours des 12 derniers mois se terminant en mai. Ce pourcentage est encore nettement au-dessus de la cible de 2% que veut absolument atteindre la Fed. Pour Diane Swonk, l'économiste en chef de KPMG aux États-Unis, l'économie américaine n'en a pas fini avec l'inflation : « Les facteurs inflationnistes sont encore omniprésents, comme l'accroissement des tensions géopolitiques et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, qui bouleversent l'approvisionnement et les prix des aliments », dit-elle.

Quant au marché du travail, il reste tout aussi tendu. En mai, le taux de chômage chez notre voisin du Sud n'était que de 3.7%, signe d'une grave pénurie de main-d'œuvre. Ce mois-là, les employeurs ont malgré tout réussi à créer 339 000 emplois, à la grande surprise des analystes, mais ces derniers sont convaincus qu'un tel « miracle » ne se reproduira pas de sitôt.

La bonne nouvelle du mois concerne les locataires. Selon les données de Realtor.com, le loyer médian national a connu un premier recul en trois ans, de 0.5% par rapport à mai 2022, à 1 739 USD. Toutefois, il est aujourd'hui près de 25% plus élevé qu'en 2019. « C'est un signe encourageant, même s'il est modeste », commente Danielle Hale, économiste en chef de Realtor.com, en soulignant qu'il fallait « attendre les prochains mois » pour voir s'il s'agissait d'une tendance, ou bien d'un épiphénomène.



EUR

La paire EURUSD est passée en juin d'une valeur de 1.0690 à 1.0871. Le même mois, la Banque centrale européenne (BCE) a effectué une nouvelle hausse de son taux directeur de 25 points de base, le portant à 3.5%. Cela s'explique par l'inflation dans la zone euro s'élevait à 6.1% en mai, toujours bien loin de sa cible. « Avons-nous terminé? Avons-nous fini le voyage? Non, nous ne sommes pas à destination », a déclaré Christine Lagarde, la présidente de la BCE, laissant ainsi entendre qu'il fallait s'attendre à une autre hausse du taux directeur en juillet.

La BCE a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour la zone euro. Ses experts estiment que le produit intérieur brut (PIB) de celle-ci connaîtra une maigre hausse de 0.9% cette année, puis de 1.5% en 2024. Il y a trois mois de cela, ils voyaient plutôt des croissances de 1% en 2023 et de 1.6% l'an prochain.

Par contre, nombre d'analystes se font plus pessimistes que les experts de la BCE. En effet, la zone euro, qui englobe les 20 pays utilisateurs de cette monnaie, est officiellement entrée en récession. Selon Eurostat, le PIB de cette zone a reculé de 0.1% au premier trimestre de 2023, et il avait déjà été en recul de 0.1% au trimestre précédent. L'Allemagne, le moteur économique de l'Europe, a entraîné à sa suite les autres pays européens: son PIB a reculé de 0.3% au premier trimestre de cette année, et de 0.5% au dernier trimestre de 2022.

Bond des prix à l'épicerie, hausse des loyers, paiements d'intérêts plus élevés sur les hypothèques ... La vie est de plus en plus dispendieuse pour les Européens. Résultat? Les entreprises ont le réflexe de lever le pied, par prudence. Selon S&P Global, l'indice composite flash des directeurs d'achat de la zone euro est tombé à 50.3 en juin, contre 52.8 le mois précédent. C'est nettement en dessous des 52.5 attendus par la plupart des analystes. Un score supérieur à 50 indique une expansion de l'activité des entreprises, tandis qu'un score inférieur à 50 est le signe d'une contraction.

Autrement dit, l'activité économique a « stagné » en juin en Europe, selon les experts de S&P Global.



GBP

Au mois de juin, la paire GBPUSD est passée de 1.2440 à 1.2615. La Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur d'un demi-point de pourcentage pour le porter à 5%, son plus haut niveau en 15 ans. La plupart des analystes ne s'étant pas attendus à une treizième hausse consécutive aussi élevée, certains d'entre eux l'ont qualifié de décision prise sous le coup de la « panique ».

C'est que l'inflation affiche une résistance qui semble à toute épreuve. À la suite de son pic à 11.1% en octobre, elle est actuellement de 8.7%. Loin, trop loin de l'objectif de la Banque d'Angleterre : « Nous nous engageons à ramener l'inflation à 2%, et nous prendrons les décisions nécessaires pour y parvenir », a déclaré le gouverneur Andrew Bailey, visiblement piqué par les critiques reprochant à la Banque d'Angleterre d'avoir tardé à lancer sa politique de hausse des taux d'emprunt et, donc, nourri l'inflation à ses débuts. À présent, la pression est forte sur les emprunteurs, en particulier les quelques 1.4 million de ménages britanniques qui vont devoir refinancer leur hypothèque d'ici la fin de l'année. « La hausse des taux d'intérêt à 5%, et peut-être à bientôt 6%, va pousser des millions de gens au bord de l'insolvabilité », avertit Max Mosley, économiste de l'Institut national de recherche économique et sociale (NIESR), en soulignant que les locataires vont « inévitablement » être confrontés, eux aussi, à de prochaines augmentations.

Pour sa part, Luke Bartholomew, économiste principal de la société de gestion d'actifs Abrdn, ne voit pas comment la Grande-Bretagne va pouvoir éviter une prochaine récession économique : « La forte augmentation des taux actuelle sera probablement considérée rétrospectivement comme une étape importante vers cette récession », déclara-t-il. En période de récession, le chômage a tendance à augmenter; les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS) le chiffrent à 3.8% pour les trois mois s'étant terminés en février dernier, quasiment son niveau le plus bas depuis un demi-siècle. Et les saisies de propriétés immobilières deviennent plus fréquentes. Tout cela n'a rien pour rassurer l'actuel gouvernement conservateur, les prochaines élections générales devant avoir lieu en 2024. D'ores et déjà, le parti conservateur est à la traîne dans les sondages, derrière le principal parti d'opposition, le parti travailliste.



CNY

La paire USDCNY a vu sa valeur bondir de 7.0934 à 7.2518 en juin. Depuis le début de l'année, le yuan a perdu plus de 4% de sa valeur par rapport au dollar américain; et 2.16% par rapport à l'ensemble des monnaies de ses principaux partenaires commerciaux, selon les calculs de Reuters. La raison de la fonte du yuan est simple, elle tient au fait que divers d'indicateurs économiques de la Chine sont au rouge. Ainsi, les exportations chinoises ont reculé en mai, pour la première fois depuis février dernier : la dégringolade est évaluée à pas moins de 7.5% en glissement annuel, selon les données douanières chinoises. Hao Jong, économiste en chef du groupe Grow Investment, a averti sur la chaîne américaine CNBC que la Chine « ne pourra pas compter sur les exportations pour soutenir son économie au cours des six prochains mois ».

La récession en Europe et le ralentissement économique en Amérique du Nord, combinés à une inflation persistante, contribuent à affaiblir la demande internationale en produits chinois. À cela s'ajoute le fait que les pays occidentaux, pour des raisons essentiellement géopolitiques, cherchent à moins dépendre de la Chine. Ce qui a courroucé le président chinois Xi Jinping : « Des pays occidentaux, menés par les États-Unis, ont mis en œuvre une politique d'endiguement, d'encerclement et de répression contre la Chine, ce qui a provoqué des défis sans précédent pour le développement de notre pays », a-t-il déclaré lors d'une récente session parlementaire. Par contre, les problèmes de la Chine ne sont pas qu'externes : outre les ventes au détail et la production manufacturière, l'immobilier est en pleine crise. Le niveau de la dette immobilière était de 13 280 milliards d'USD en 2022, pour un produit intérieur brut (PIB) de 19 911 milliards d'USD. Ce montant a été multiplié par six en 10 ans, la Chine n'ayant jamais connu de réelle correction suivant souvent une bulle immobilière.

L'ennui, c'est que nombre d'analystes estiment que la situation n'est plus tenable. Les gouvernements locaux, responsables d'une partie de la dette, ont réussi à financer cette frénésie immobilière en vendant du terrain à profusion, mais ces ventes ont chuté de 22% dans les premiers mois de 2023. Donc, le secteur immobilier est à présent considéré comme « surendetté », et nombre d'acteurs commencent à ne plus être en mesure de faire face à leurs obligations, abandonnant parfois même d'immenses chantiers...



TRANSPORT MARITIME

Les prix du transport par fret maritime fondent à vue d'œil. Le 10 septembre 2021, le Freightos Baltic Index (FBX), le principal indice international des taux de fret, s'élevait à 11 109 USD. Le 23 juin dernier, il n'était plus que 1 297 USD. Il s'agit d'un véritable « effondrement », selon Patrik Berglund, le PDG de Xeneta, une plateforme d'analyse de données sur le transport.

Il n'est donc pas étonnant de constater que nombre de transporteurs maritimes sont aujourd'hui en proie à de graves difficultés financières. Parmi eux figurent Zim, qui a accusé en juin une perte de 58 millions d'USD, ou encore CMA-CGM, dont les bénéfices avant impôts ont chuté de 64% au premier trimestre.

Les ports, eux aussi, sont dans l'eau chaude, en particulier en Chine : en juin, leur taux d'affrètement avait globalement reculé de 62% en glissement annuel, selon les données de FourKites. « La Chine demeure un acteur dominant du commerce maritime mondial, mais il est clair qu'il fait maintenant face à des compétiteurs acharnés comme l'Asie du Sud-Est, l'Inde et l'Amérique latine, auxquels recourent de plus en plus les pays occidentaux », dit Glenn Koepke, directeur général, collaboration réseau, de FourKites.

À cela s'ajoute le fait que les phénomènes météorologiques extrêmes sont en train de changer la donne. Un exemple frappant concerne le canal de Panama, par lequel chemine quelque 6% du transport maritime mondial. Le manque de précipitations a entraîné une baisse du niveau d'eau dans les deux lacs artificiels qui l'alimentent. En conséquence, le trafic a dû être nettement réduit, ces dernières semaines et ce, pour la cinquième fois de cette saison de sécheresse, qui dure en général de janvier à juin.

Résultat? Selon une récente étude d'Alphaliner, une autre plateforme d'analyse de données sur le transport, « les perspectives financières pour le reste de l'année restent très incertaines pour la plupart des transporteurs maritimes », et nombre de ces derniers devraient voir leurs bilans « entrer dans le rouge » d'ici la fin de 2023.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

L'immobilier commercial, une terrifiante bombe à retardement

Londres, New York, Hong Kong... Le télétravail étant en vogue depuis la pandémie, nombre de bureaux sont aujourd'hui sous-occupés, et cela a des répercussions considérables sur les commerces aux alentours. Une estimation divulguée par Bloomberg indique que 1 400 milliards d'USD de remboursements d'emprunts liés à l'immobilier commercial sont dus d'ici la fin de 2024 aux États-Unis. Mais lorsque viendra le temps de les régler, nombre de propriétaires devant de grosses sommes « n'auront guère d'autre choix que d'opter pour le défaut de paiement ». Si cela se produit bel et bien, les conséquences seront « dramatiques » pour les banques : nombre d'entre elles risqueront de succomber à l'effet domino, les plus fragiles entraînant les autres dans leur chute.

Source: Bloomberg Businessweek,

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-06-23/commercial-real-estate-reset-is-causing-distress-from-san-francisco-to-hong-kong>

Les travailleurs américains sont démotivés

Un récent sondage Gallup a mis au jour le fait qu'aux États-Unis 69% des travailleurs se sentent « peu » ou « pas du tout » engagés dans leur travail. Et ils sont 1 sur 2 à avouer, sous le couvert de l'anonymat, qu'ils en font « le moins possible » dans leur quotidien au travail. C'est que leurs besoins ne sont pas satisfaits : en cause, « des salaires trop bas », « des heures de travail trop longues », ou encore « une perte de confiance envers leur employeur, en particulier envers leur gestionnaire immédiat ». Comme si cela ne suffisait pas, la situation risque de s'aggraver dans les prochains mois : aux États-Unis, un nombre grandissant d'employeurs veulent contraindre leurs employés à revenir au bureau 100% du temps, inquiets de la productivité et de loyauté de ceux-ci. Une farouche volonté qui risque fort, de toute évidence, d'accroître les frustrations...

Source: The Wall Street Journal,

<https://www.wsj.com/articles/first-it-was-quiet-quitting-now-workers-are-facing-off-with-their-bosses-5bb63cea>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX